

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la Transition écologique,
de la Biodiversité, de la Forêt, de la
Mer et de la Pêche

02 OCT. 2025

Décision du
portant liquidation partielle de l'astreinte journalière imposée à la société
POLARIS FRANCE en application de l'article
L. 541-9-5 du code de l'environnement

**La ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer
et de la pêche,**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 541-9-5, L. 541-10, L. 541-10-1 (15°) et R. 543-153 et suivants du code de l'environnement ;

Vu la décision du 20 février 2025 portant sanction à l'encontre de la société POLARIS FRANCE en application de l'article L. 541-9-5 du code de l'environnement et distribué à son destinataire contre signature le 24 février 2025 notamment son article 1^{er} qui indiquait que cette société est redevable du paiement d'une astreinte d'un montant égal à :

- 60 € par jour à compter d'un délai franc de trente jours suivant la notification de cette décision,
- 90 € par jour à compter d'un délai franc de cent vingt jours suivant la notification de cette décision.

et que cette sanction s'applique jusqu'à ce que cette société transmette à la direction générale de la prévention des risques un justificatif de son adhésion auprès d'un éco-organisme agréé pour la filière à responsabilité élargie des producteurs de voitures particulières, camionnettes, véhicules à moteur à deux ou trois roues et quadricycles à moteur ou transmette un dossier de demande d'agrément en tant que système individuel, en application de l'article L. 541-10 du code de l'environnement.

Vu la décision du 7 juillet 2025 portant liquidation partielle de l'astreinte journalière imposée à la société POLARIS FRANCE en application de l'article L. 541-9-5 du code de l'environnement, pour un montant de 5 400 €,

Vu l'émission du titre de perception le 11 juillet 2025 à l'encontre de la société POLARIS FRANCE pour un montant de 5 400 € et son recouvrement à la date du 6 août 2025 ;

Considérant que la société POLARIS FRANCE n'a pas satisfait aux dispositions de l'article 1^{er} de la décision du 20 février 2025 susvisée ; notamment elle n'a pas transmis à la direction générale de la prévention des risques un justificatif de son adhésion auprès de l'association *Recycler mon véhicule*, éco-organisme agréé de la filière à responsabilité élargie des producteurs pour les voitures particulières, camionnettes, véhicules à moteur à deux ou trois roues et quadricycles à moteur ;

Considérant que la société POLARIS FRANCE n'a pas indiqué à l'administration d'éléments d'information concernant les perspectives de régularisation de sa situation administrative par rapport à ses obligations de responsabilité élargie des producteurs pour la filière des voitures particulières, camionnettes, véhicules à moteur à deux ou trois roues et quadricycles à

moteur à la suite de la décision de sanction du 20 février 2025 susvisée qui a été prise à son encontre ;

Considérant que l'astreinte journalière imposée à la société POLARIS FRANCE par la décision de sanction du 20 février 2025 susvisée a été partiellement liquidée, avec un montant de 60 € par jour, pour la période du 27 mars 2025 au 24 juin 2025 inclus, correspondant à un nombre de 90 jours, ce qui représente un montant de 5 400 € ;

Considérant que la décision de sanction du 20 février 2025 susvisée prévoit que le montant de l'astreinte s'établit à 90 € par jour à compter d'un délai franc de cent vingt jours suivant la notification de cette décision intervenue le 24 février 2025 et qu'elle s'applique donc à compter du 25 juin 2025 ;

Considérant la réalisation d'une liquidation partielle de l'astreinte journalière de 90 € indiquée ci-dessus, pour un nombre de 90 jours, soit du 25 juin 2025 au 22 septembre 2025 inclus, ce qui représente un montant de 8 100 € ;

Décide :

Article 1^{er}

L'astreinte journalière imposée à la société POLARIS FRANCE est liquidée partiellement. A cet effet, un titre de perception d'un montant de 8 100 € (huit mille cent euros), calculé sur 90 jours, du 25 juin 2025 au 22 septembre 2025 inclus, est rendu immédiatement exécutoire.

Article 2

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant les juridictions compétentes.

Article 3

Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société POLARIS FRANCE par lettre recommandée avec accusé de réception et publiée sur le site internet du ministère chargé de l'environnement.

Fait le 02 OCT. 2025

La ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche,

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général de la prévention des risques,

C. BOURILLET

